

L'Adresse—M. Peters

possèdent du moins une partie de leur logement, qu'ils ont acheté grâce à leurs économies. Même s'ils épargnent 10 p. 100 de leur chèque de paye, une fois qu'ils ont versé l'hypothèque sur la maison et les mensualités pour rembourser l'ameublement, la voiture et tout le reste, ces économies ne leur permettent de subsister que pendant un ou deux mois. Il se peut que leur salaire soit relativement élevé. Il est de fait qu'ils sont bien payés à Sudbury, mais la vie coûte très cher. S'ils sont licenciés, c'est le désastre en deux ou trois mois.

● (1442)

Le père de famille cherche des emplois inexistant. Il se rend en ville, mais il s'y casse le nez: une incapacité ou une insuffisance d'instruction l'empêche de trouver du travail dans le secteur secondaire. Et il n'a pas plus de succès dans les autres localités minières, parce qu'elles n'ont pas d'emplois à offrir. Lorsqu'il revient chez lui, la situation finit de se gâter. Souvent quelqu'un prend la porte, et c'est la rupture du ménage. En fin de compte, c'est à la municipalité et au pays de payer la note à la place de l'entreprise. Et le travailleur licencié tombe à la charge de ceux qui ont encore un emploi.

Les petites villes du Nord comme Sudbury, Timmins, Noranda et Kirkland Lake n'ont qu'une industrie: exploitation minière ou exploitation forestière. Elles doivent leur existence aux travailleurs et non aux entreprises elles-mêmes. Lorsque la McIntyre s'est retirée de la région minière de Timmins, elle a cédé l'aréna à la ville pour la somme symbolique de \$1 ou à peu près. C'est tout ce qu'elle lui a jamais donné, après en avoir retiré des millions et des millions de dollars. La Hollinger a laissé un terrain de balle qui est maintenant presque entièrement occupé par un terrain de golf privé. Elle a laissé à Timmins 800 ou 900 maisons qu'il a fallu remplacer peu de temps après. Ce sont les ouvriers qui ont édifié les villes. Ce sont eux qui ont supporté le fardeau fiscal et qui ont fait vivre l'administration locale. L'ouvrier consacre sa vie entière au développement de la municipalité dont profite l'entreprise. Voilà le type d'entreprise que nous laissons aller à l'abandon.

Le gouvernement n'est pas obligé de se croiser les bras. Prenons par exemple le cas de l'or. C'est un produit qui ne sert à rien. Voilà ce qu'on nous a dit pendant des années. Pendant 25 ans, nous avons subventionné les mines aurifères, parce que les collectivités locales comptaient sur elles pour leur survie. Elles sont restées dans le plus mauvais état. On payait alors le moins cher possible. Le gouvernement a subventionné l'écart entre le coût de la production et la valeur de l'or. Si le gouvernement avait eu assez de bon sens pour le verser au trésor canadien au lieu du trésor américain, cet investissement nous aurait rapporté dix fois plus. L'or est passé de \$35 à près de \$200. Si nous décidions de le stocker aujourd'hui, il serait probablement à \$200 ou plus.

Dans le cas de l'uranium, la formation du cartel a fait monter les prix. Cependant, ce n'est pas là la solution. Il existe une pénurie mondiale d'uranium et quatre pays seulement en ont des réserves importantes. Nous ne l'avons stocké qu'en prévision du jour où nous en aurons besoin pour produire de l'énergie. Il en va de même du nickel. Tout le monde prétend qu'on peut trouver autant de nickel qu'on veut dans l'océan, mais cela reste à prouver. Les prix devront monter bien haut avant que l'exploitation des gisements sous-marins ne soient rentable. Si nous stockons du nickel, ce ne sera qu'en prévision du jour où nous le vendrons, tout comme pour l'argent, le zinc

[M. Peters.]

et d'autres métaux. Tout le monde sait qu'il y a une pénurie mondiale de matières premières. Ces dix dernières années, nous en avons utilisé autant que depuis le début de l'histoire. Ce sera la même chose pour les dix prochaines années. On utilise de plus en plus de matières premières.

Nous n'avons pas pris garde aux conséquences du chômage. Nous aurons peut-être une guerre. En envoyant tous les jeunes au massacre et en liquidant nos stocks de ressources, le problème sera résolu. Cependant, il y a beaucoup de gens au Canada et j'espère, beaucoup plus que le gouvernement ne semble le penser, qui sont persuadés que nous pouvons résoudre ce problème sans trop de difficulté. En essayant de trouver des solutions, nous pourrions prendre l'exemple sur des pays comme le Japon. J'ai maintes fois écouté l'ancien ministre de l'Industrie et du Commerce, l'honorable Jean-Luc Pepin qui pendant longtemps a essayé d'intéresser le gouvernement à la constitution d'une agence de commerce international gouvernementale chargée de grouper la production canadienne pour l'écouler de manière rationnelle. Au lieu de vendre les articles contre de l'argent, nous les vendrions contre des biens et des services d'autres pays, dans le cadre d'arrangements bilatéraux.

J'ignore à quelle sorte de chantage le gouvernement a soumis M. Pepin. Il a quitté cet endroit de la même manière que la plupart d'entre nous. A mon avis, il était en passe de devenir multi-millionnaire. Il commençait à mettre en pratique les idées qu'il avait prônées auprès du gouvernement. Comment celui-ci a-t-il pu lui faire accepter les deux postes insignifiants qu'il a occupés depuis? Je me le demande encore. Il aurait pu faire plus pour le Canada en lançant une entreprise commerciale, qui aurait pu prendre une envergure nationale, car nous sommes incapables de commercer avec les autres pays. C'est la faillite au Canada. Pour empêcher notre monnaie de sombrer, nous sommes obligés d'emprunter à des banques à qui nous avons toujours prêté de l'argent jusqu'ici. Le problème est le même au niveau des échanges internationaux. Nous n'allons pas pouvoir nous faire payer comptant. Nous devons nous contenter d'obtenir le meilleur prix possible pour ce que nous vendons.

Il y a d'autres solutions. L'une d'entre elles m'a semblé intéressante. Aujourd'hui, le solliciteur général (M. Fox) s'est plaint d'avoir été mal cité, disant que quelqu'un avait une dent contre lui. Il est pourtant conseillé par des fonctionnaires très grassement payés. Je conseille aux députés de lire l'article de Doug Fisher intitulé «Mandarins prosper under Trudeau». Il y a dix ans, trois fonctionnaires seulement gagnaient plus de \$30,000 par an. Leur nom est cité dans l'article. D'après le dernier relevé, qui remonte à plus de deux ans, il y avait alors 4522 fonctionnaires touchant un traitement supérieur à \$30,000. Je suis certain qu'il y en a maintenant bien plus de 5000. Pour les trois postes dont il est question ci-dessus, la rémunération est maintenant respectivement de \$50,000, \$60,000 et \$70,000 par année.

Ces gens-là n'ont pas de problème. Le seul problème à Ottawa, c'est celui de la connaissance de l'autre langue officielle. Si vous êtes bilingue, vous avez de la chance et vous pouvez trouver un emploi. Sinon, pas la peine d'essayer. La population de cette ville est prospère grâce aux salaires élevés qu'elle reçoit. D'après les conseils que nous recevons, ce système ne donne rien.